

Un Séminaire sur le Burundi prévu à Bruxelles le 22 Septembre 2014 suscite des interrogations (suite 2).

Le Séminaire de Bruxelles, une autre étape dans la manipulation de la Communauté internationale pour l'empêcher de soutenir les élections prochaines ?

Après avoir fait remarquer que deux membres, d'une seule tendance de la société civile du Burundi (FORSC) sur les trois présentes sur le terrain (SOCIC, PISC) ont été invités et regretté qu'un seul point de vue sera entendu ; une analyse du contenu des futurs débats s'impose pour éclairer les participants à ce séminaire et le public en général.

A) A PROPOS DU THEME : « **le Burundi à la croisée des chemins : opportunités et défis** ».

Pour ceux qui ne résident pas au Burundi ou peu habitués à ce genre d'expression, un tel thème peut faire peur puisqu'il y a déjà une qualification de **la situation au pays qui serait extrêmement préoccupante**. Une bonne traduction en kirundi est « Uburundi mu mayira abiri ou Uburundi mu karere ». Cela traduit que dans la tête de ceux qui ont choisi le thème, le Burundi serait dans l'indécision, l'embarras ou la tergiversation, ne sachant pas quelle direction prendre.

Mais véritablement, **la situation est-elle telle** ? Heureusement non et non. *Le Burundi vit une période pré-électorale normale, où des personnes ou groupes de personnes sont dans une course vers le positionnement aux fins de tirer le meilleur parti des échéances à venir*. Le cadre légal et réglementaire de ces élections est déjà connu : la Constitution, le code électoral, le code de conduite en période électorale... L'Organe principal chargé des élections, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est en place et continue les préparatifs : identification des centres d'inscription, appel à candidatures pour les candidats membres des commissions électorales provinciales indépendantes, prochainement pour les commissions communales, puis l'enrôlement. Les institutions du pays fonctionnent normalement, les citoyens vaquent paisiblement à leurs activités, la paix est réelle sur toute l'étendue du territoire national.

Qu'il y ait des propositions ou des points de vue diversifiés par rapport aux élections, à l'Ecole fondamentale ou à la qualité des soins de santé, que certains tentent de monter les enchères ou même haussent le ton sur un aspect ou un autre n'a rien d'anormal, ce sont plutôt des signes évidents que la liberté d'expression est une réalité, ce qui constitue une des mesures d'une démocratie qui fait son petit bonhomme de chemin. Un débat nourri est encourageant et rassurant pour la suite, car personne ne dira qu'il a été empêché de prendre la parole ou écarté de la compétition.

Pourquoi alors certains parleraient-ils d'une situation inquiétante. A y voir de près, ce langage n'est pas nouveau au Burundi et commence même à être habituel comme un effet de mode. Certains acteurs sociaux ont choisi d'utiliser des stratégies particulières notamment le fait de monter une histoire de toutes pièces, puis la diffuser à cor et à cri pour lui donner une certaine vraisemblance. Dans d'autres cas, ils vont se saisir d'un fait même banal, le déformer à dessein, puis en assurer une large publicité et en faire un prétexte pour lancer une campagne ciblée de diabolisation. Certains média vont jusqu'à corrompre des citoyens pour qu'ils puissent donner de faux témoignages et utiliser ces derniers comme résultats ou preuves de leurs investigations. Le cas de KUMASE est un exemple récent et édifiant: une mère a accepté, moyennant une petite somme d'argent remis par des journalistes, de pleurer en criant qu'une machine au service de la police venait d'enterrer son enfant vivant alors qu'il n'en était rien. Tout Bujumbura a suivi, par la suite, les commentaires enflammés des radios commanditaires de cette mise en scène. Heureusement, des investigations sérieuses ont confondu cette mère et elle a dû reconnaître qu'elle avait été payée pour exécuter son jeu de pleureuse. Si on observe les cas qui ont été déjà documentés, point n'est besoin d'être très clairvoyant pour s'apercevoir qu'il y a une volonté délibérée de travestir la réalité de façon quasi-systématique et toujours avec un arrière-fond de diabolisation soit d'une institution, soit de personnalités bien ciblées. Que dire des latrines de la Paroisse à Kirundo qui ont été « identifiées » comme des fosses communes en attente de tueries de masse ? Il s'agit, sans nul doute d'une approche de manipulation.

Cette manipulation est dirigée vers les citoyens en peignant le Burundi comme une terre de tueries, de corruption, de détournement, de justice factice, de non liberté, bref de non loi, un pays où règne la terreur, « **un pays où rien ne va** ». Ils cherchent les pires qualificatifs et les collent aisément aux institutions de la République, à ceux qui incarnent le pouvoir en place ou à certains citoyens supposés lui être proches. Ces personnes *sont tellement braquées sur les tenants du pouvoir que le citoyen Lambda ne s'empêche pas de les considérer comme des personnes aveuglées par l'appétit du pouvoir*. Elles ne font aucun cas des conséquences néfastes qui pourraient affecter les populations du fait de leur conduite. Elles tentent régulièrement d'ériger le mensonge des plus grossiers ou tout simplement une rumeur en une information crédible. Malheureusement pour eux, la plupart des burundais ont démasqué cette manœuvre et ne les écoutent plus.

Malgré cet échec, ces groupes persistent dans cette voie et se sont tournés vers la Communauté étrangère principalement vers les Nations unies, les bailleurs de fonds, le corps diplomatique et les ONG internationaux. Pour les faire adhérer à leur « cause », ils se

présentent devant eux en défenseurs des droits de l'homme. Ils ne lésinent pas sur les moyens de communication et des soutiens leur sont accordés. Tantôt ce sont des correspondances adressées aux autorités du monde ou de la Région africaine, tantôt ce sont des écrits sur le web, tantôt ils passent par des commissionnaires étrangers, littéralement intoxiqués, qui se chargent de contribuer à disséminer leurs idées. Le cas de certains ONG internationaux est bien connu. L'ONG 11.11.11 semble être parmi ces derniers, de par l'organisation de ce séminaire où il a tenu à ce qu'ils soient les seuls à s'exprimer et ainsi faire passer aisément leur point de vue.

Au lieu de faire des constats sur terrain, ils répercutent les produits directement sortis des laboratoires de désinformation desdits groupes. Un bon nombre de radios privés de Bujumbura sont sous leur contrôle et constituent le canal privilégié de diffusion de leurs messages. Celles-ci sont tellement zélées qu'elles s'attèlent en même temps à étouffer toutes les voix qui pourraient mettre à nue la nocivité de ces messages en leur refusant la parole. Chez elles, le droit de réponse n'existe pas et l'information est d'abord militante.

L'intoxication peut, de temps à autre, avoir un effet même s'elle ne tient pas longtemps. Nous avons vu par exemple que les Nations unies, l'Union africaine, les Etats-Unis ont mordu à l'hameçon dans la dernière mise en scène des mois de février, mars et avril 2014 où les groupes déjà cités se sont adonnés à prédire « irréparable ». Combien d'envoyés de ces pays et organisations a-t-on vu à Bujumbura ? De SIMONOVIC, sous-secrétaire des Nations unies à Samantha POWER en passant par des délégués de la Francophonie sans oublier ceux de l'Union africaine. Des années auparavant, des burundais ont été longtemps empêchés de rentrer visiter leurs familles par des alertes à la violence imminente diffusée surtout par le web et les radios.

Aujourd'hui, le séminaire de Bruxelles semble être une étape pour tenter d'embrigader le monde universitaire occidental, peu informé sur notre pays et ainsi le conditionner pour l'amener à adhérer astucieusement à leur campagne dont la finalité ne leur sera pas révélée. Pourtant cette finalité est claire comme de l'eau de roche : **une lutte politique féroce sous le couvert d'un activisme en faveur des droits de l'homme**. Les participants au séminaire sont ainsi avertis. Puisqu'ils savent déjà qu'ils peuvent être l'objet de manipulation, c'est l'antidote le plus sûr de pouvoir y échapper. Ils doivent réagir instantanément à tout ce qui est contre-vérité pour permettre à ceux qui seront présents d'avoir la bonne information.

Pour illustrer les propos ci-dessus, voici quelques exemples:

- 1) Le 6 février 2014, Léonce NGENDAKUMANA, le Chef du Parti FRODEBU et Coordonnateur de l'Alliance dit « IKIBIRI » de plusieurs autres partis, écrit au Secrétaire Général des Nations Unies ce qui suit : «pour lancer encore une fois ***un cri d'alarme sur une catastrophe humanitaire en perspective*** dans notre pays risquent de ***déboucher sur un génocide politico-ethnique au Burundi*** » ...une volonté manifeste du pouvoir CNDD-FDD de ***commettre des forfaits en l'absence de témoins gênants.....***

....*son plan macabre qui risque de faire tomber le Burundi dans la tragédie du RWANDA de 1994* ou dans la situation de la République Centre Africaine ou du Sud Soudan aujourd'hui.

...Le pouvoir CNDD-FDD *est incapable de conduire le Burundi vers des élections apaisées, libres, transparences et démocratiques en 2015.*

Une autre voie politique devrait être envisagée avant qu'il ne soit trop tard....

- 2) Le 3 avril 2014, un câble des nations unies portant allégations de distributions d'armes est opportunément diffusé, comme pour étayer le contenu de la correspondance précédente ;
- 3) Des Associations dites de la Société civile dont COSOME et FOCODE sortent un « *Appel d'urgence* » aux Nations Unies « *face au risque d'effusion de sang* ». Elles constatent « *un climat de psychose* » au sein de la population. Elles recommandent aux Nations Unies de « *délibérer sans délai et constater la gravité de la situation* » ; « *de revoir la mission et le mandat du BNUB et de mettre sur pied une unité spécialisée chargée de suivre de près tous les signes pouvant conduire à la violence, de protéger les citoyens burundais et ainsi prévenir les crimes internationaux* ».

Quand nous parlons de groupes, il s'agit de l'ensemble de politiciens et acteurs de la société civile qui sont manifestement alliés dans leur lutte politique. Et si cela avait été une lutte politique classique, il n'y aurait pas eu besoin d'agiter le risque d'horribles tragédies ou de double langage ; mais une campagne où les programmes de société rivalisent de créativité pour sortir le pays de la pauvreté. Nous assistons plutôt à des acteurs complètement hypnotisés par le passé, qui refusent de regarder la réalité en face et qui aimeraient faire croire qu'aucune autre perspective n'est possible que retomber dans la violence.

Au lieu de se réjouir d'avoir recouvré la paix et qu'il est effectivement temps de laisser partir le BNUB conformément aux souhaits du Gouvernement, ils ont réclamé son maintien en invoquant l'imminence d'une catastrophe qui seraient le fait d'une partie des citoyens. Il faut remarquer que l'approche manichéenne empruntée rappelle à s'y méprendre au clivage ethnico-politique de l'histoire récente du Burundi ou de son voisin. C'est dire que l'on se retrouve devant des groupes pour lesquels la marche de l'histoire se trompe de sens. Le bon sens serait-il celui qui serait orienté vers ce passé macabre tant ressassé ? A chacun d'apprécier.

Dans leur discours, l'approche de manipulation est donc sans équivoque : lancer ou relayer la rumeur, l'amplifier, l'adopter et tenter de la faire adopter aux autres comme une vérité, la traiter comme telle et même suggérer des mesures soi-disant appropriées, tenter de réveiller les vieilles peurs en agitant le spectre du passé.....Heureusement, jusqu'à ce jour, la rumeur n'a pas tenu longtemps la route : les missions extérieures sont venues constater par elles-mêmes que la catastrophe n'était pas au rendez-vous.

Ceci pour dire tout simplement que, même aujourd'hui, **le Burundi n'est pas à la croisée des chemins mais bien sur le chemin de l'enracinement de la démocratie** avec une échéance électorale où chacun est appelé à contribuer dans son bon déroulement.

Les membres de la société civile, engagés dans la promotion de la paix et de la démocratie au Burundi, appelle la Communauté internationale à s'abstenir d'appuyer l'entreprise de déstabilisation du Burundi basée sur la désinformation. Il n'y a pas un groupe de citoyens sauvages prêts à bondir sur l'autre ; mais une situation politique où *certaines acteurs ne s'estiment pas assez forts pour entrer dans la compétition et n'ont pas la patience d'attendre le jeu de l'alternance démocratique*. Cela est bien traduit dans les propos de Léonce NGENDAKUMANA qui affirment que des élections libres et transparentes ne sont pas possibles et partant qu'il faut envisager « **une autre voie** » qui est, à vrai dire, le reniement de tout ce qui a été convenu dans l'Accord d'Arusha. Voilà en peu de mots la vraie raison du bouillonnement actuel chez certains. Que personne ne soit dupe, le boycott des élections prochaines, soit par rétention du financement, soit par tout autre moyen, serait une contradiction et une annihilation des efforts faits par la Communauté internationale pour le retour à la paix au Burundi. Ne prenez pas cette responsabilité.

Aux Burundais, qu'ils gardent la sérénité, défendre les acquis de la démocratie et continuer à faire échec aux manœuvres de manipulation pour pouvoir jouir des dividendes de la paix retrouvée. (A Suivre)

ACOPA-BURUNDI

La Représentation Légale

Dr Pierre Claver KAZIHISE